

Règlement du service de distribution d'eau et de contrat d'abonnement

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La commune de Montigny-Montfort exploite en régie directe le service des eaux.

Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau du réseau de distribution.

Article 2 : Obligations

La commune est tenue de fournir de l'eau à tout abonné selon les modalités prévues à l'article 6 ci-après.

Elle est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité de la commune, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation.

Elle est tenue, sauf cas de force majeure, et dans la limite de la capacité des installations dont elle a la charge de l'exploitation, d'assurer la continuité du service.

La commune est tenue de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 20 à 22 du présent règlement.

Elle est tenue d'informer l'Agence Régionale de Santé (A.R.S) de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement, par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bain, arrosage, etc.).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de potabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande soit par le Maire ou ses services, soit par le préfet du département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

Article 3 : Modalités de fourniture de l'eau

Tout usager éventuel désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès de la commune une demande de contrat d'abonnement figurant en annexe.

Cette demande, à laquelle est annexé le règlement du service, est remplie en double exemplaire et signée par les deux parties.

Un exemplaire est remis à l'abonné.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

Article 4 : Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
- Le robinet d'arrêt sous bouche à clé ;
- La canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé
- Le robinet avant compteur ;
- Le regard abritant le compteur;
- Le compteur

Article 5 - Conditions d'établissement du branchement

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, sur décision de la commune, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur ;
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

De même, les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole, industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

La commune fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Si, pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par la commune, elle peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant.

La commune demeure toutefois libre de refuser ces modifications si celles-ci ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés, pour le compte de l'abonné et à ses frais, par la commune.

Toutefois, la construction du regard peut être réalisée par l'abonné, sous réserve qu'il fasse effectuer les travaux par une des entreprises agréées par la commune et qu'il se conforme aux directives de la commune.

La commune ou l'entreprise agréée présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par la commune ou, sous sa direction technique, par une entreprise ou un organisme agréé par elle.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la commune et fait partie intégrante du réseau, rendant de ce fait toute antériorité caduque.

La commune prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

Pour sa partie située après compteur, la garde et la surveillance sont à la charge de l'abonné. Ce dernier supporte les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

CHAPITRE II ABONNEMENTS

Article 6 : Demande de contrat d'abonnement

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles ainsi qu'aux locataires ou occupants de bonne foi.

La commune est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de huit jours suivant la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande.

La commune peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, la commune peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

Les frais d'ouverture de compteur sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 19.

Article 7 : Règles générales concernant les abonnements

Les abonnements sont souscrits pour une période d'un an.

Ils se renouvellent par tacite reconduction par période d'un an.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours d'année entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé ainsi que de la part fixe à compter de la date de souscription, tout mois commencé est dû dans son intégralité.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours d'année entraîne le paiement du volume d'eau réellement consommé, ainsi que de la redevance part fixe au prorata des mois de présence, tout mois commencé est dû dans son intégralité.

Tout abonné peut, en outre, consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat, s'il y a lieu, au siège de la commune

Article 8 : Cessation, renouvellement, mutation et transfert des abonnements

L'abonné ne peut renoncer à son abonnement qu'en avertissant par lettre recommandée la commune dix jours au moins avant la fin de la période en cours.

A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur peut être enlevé.

Les frais de fermeture sont à la charge de l'abonné dans les conditions prévues à l'article 19.

Si, après cessation de son abonnement sur sa propre demande, un abonné sollicite, dans un délai inférieur à un an par rapport à la fin de l'abonnement précédent, la réouverture du branchement et la réinstallation du compteur, la commune peut exiger, en sus des frais de réouverture de branchement et de réinstallation du compteur, le paiement de la part fixe pendant la période d'interruption.

En cas de changement d'abonné, pour quelque cause que ce soit, le nouvel abonné est substitué à l'ancien.

Les frais d'accès au service de tout nouvel abonné seront facturés suivant le tarif voté annuellement.

L'ancien abonné ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayants droit restent responsables vis-à-vis de la commune de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Article 9 : Abonnements

Les abonnements sont soumis aux tarifs fixés par la commune.

Ces tarifs comprennent :

- Une redevance calculée en fonction du volume d'eau potable réellement consommé
- Une redevance part fixe, calculée indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement.

CHAPITRE III BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES

Article 10 : Mise en service des branchements et compteurs

Tous les travaux d'installation des branchements sont exécutés par l'abonné et à ses frais après avis et assistance technique de la commune.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité par la commune.

Le compteur doit être placé en limite de propriété ou aussi près que possible des limites du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents communaux.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par la commune, le compteur doit être posé en regard.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que la commune puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par la commune, compte tenu des besoins annoncés par l'abonné.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné.

L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

L'abonné doit signaler sans retard à la commune tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

Article 11 : Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais.

La commune est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution.

L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la commune ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement.

En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

À défaut, la commune peut imposer un dispositif anti-bélier, conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Un clapet anti retour après compteur est souhaitable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, la commune, l'A.R.S ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander à la commune, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé à leurs frais (dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 19).

Article 12 : Installations intérieures de l'abonné - Cas particuliers

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avertir la commune.

Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, la commune pourra prescrire la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF Antipollution ou agréé par l'autorité sanitaire.

Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

Article 13 : Installations intérieures de l'abonné, interdictions.

Il est formellement interdit à l'abonné :

- D'user de l'eau autrement que pour un usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;
- De pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
- De modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;
- De faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge.

Article 14 - Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à la commune et interdite aux usagers.

En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par la commune ou l'entreprise agréée par la commune et aux frais du demandeur.

Article 15 : Compteurs : relevés, fonctionnement, entretien

Toutes facilités doivent être accordées à la commune pour le relevé du compteur qui a lieu une fois par an.

Si, à l'époque d'un relevé, la commune ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée à la commune dans un délai maximal de dix jours.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondant à la moyenne des trois années précédentes : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accès aux compteurs lors du relevé suivant, la commune est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et cela dans le délai maximum de trente jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, la commune est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties, sur la base de la consommation pendant la période correspondant à la moyenne des trois années précédentes.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, la commune supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance part fixe jusqu'à la fin de l'abonnement.

Lorsqu'elle réalise la pose d'un nouveau compteur et qu'elle accepte l'ouverture d'un branchement, la commune prend toutes dispositions utiles pour qu'une bonne protection du compteur contre le gel et les chocs soit réalisée dans des conditions climatiques normales, de la région concernée.

Elle informe, par ailleurs, l'abonné des précautions à prendre pour assurer une bonne protection contre le gel.

Faute de prendre ces précautions, l'abonné serait alors responsable de la détérioration du compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du service que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes du fait de l'usager et des usures normales.

Tout remplacement et toute réparation de compteur dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la

marche normale d'un compteur (incendie, introduction de corps étrangers, carence de l'abonné dans la protection du compteur, chocs extérieurs, etc.) sont effectués par la commune aux frais de l'abonné.

Les dépenses ainsi engagées par la commune pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

Article 16 : Compteurs, vérification

Les compteurs sont vérifiés tous les ans à l'occasion du relevé par la commune.

De plus, la commune pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile.

Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit,

CHAPITRE IV PAIEMENTS

Article 17: Paiement du branchement et du compteur

Toute installation de branchement donne lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement.

Article 18 : Paiement des fournitures d'eau

Les redevances au mètre cube correspondant à la consommation sont payables dès constatation.

Sauf disposition contraire, le montant des redevances doit être acquitté dans le délai maximum de un mois suivant réception de la facture.

Toute réclamation doit être adressée par écrit à la commune.

En cas de surconsommation d'eau liée à une fuite sur d'installation privée de l'abonné, une demande d'écèlement de la facture d'eau peut être demandée (conditions fixées par le décret n°2013-1078 de 24-09-2012).

Les fuites résultant d'une négligence de l'abonné (défaut d'entretien, de réparations ou de conception d'installation) ne seront pas prises en compte.

Si les redevances ne sont pas payées dans un délai de un mois à partir de la réception de la facture, et si l'abonné ne peut apporter la preuve du bien-fondé de sa réclamation, l'abonné s'expose à des poursuites par la Trésorerie.

Les redevances sont mises en recouvrement par la commune.

Article 19 : Frais de fermeture et de réouverture du branchement

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné.

À titre de simplification et dans un esprit d'égalité de traitement, le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement par le tarif qui distingue :

- une simple résiliation ou une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 11;
- une impossibilité de relevé du compteur sauf le cas où la réclamation de l'abonné est justifiée ;
- une réouverture d'un branchement fermé

La fermeture du branchement ne suspend pas le paiement de la part fixe, tant que celui-ci n'a pas été résilié.

Toutefois, la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

CHAPITRE V INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 20 : Interruption résultant de cas de force majeure et de travaux

La commune ne peut être tenue responsable d'une perturbation en quantité et en qualité de la fourniture due à l'exécution de réparations ou en cas de force majeure.

La commune avertit les abonnés quarante-huit heures à l'avance lorsqu'elle procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisible.

La remise en eau est rétablie sans préavis, l'abonné devra s'assurer de la fermeture des robinets sur ses installations intérieures.

En cas d'interruption de la fourniture d'eau nécessité par des réparations urgentes, la commune ne sera pas tenue de prévenir l'abonné, mais elle s'efforcera dans la mesure du possible de réduire l'interruption au minimum afin de provoquer le moins de gêne possible pour les abonnés.

Les abonnés ne pourront réclamer aucune indemnité à la commune pour les interruptions de la fourniture d'eau résultant de gel, de sécheresse, de déficit du captage, de rupture de canalisation, de coupure d'électricité ou de toute autre cause analogue considérée comme cas de force majeure.

Il en est de même pour les variations de pression, la présence d'air, ou la mise en suspension de particules dans les conduites résultant des mêmes causes de force majeure.

Article 21 : Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution

En cas de force majeure, la commune, pourra à tout moment, interdire l'utilisation de l'eau par les abonnés pour tout autre usage que l'alimentation humaine ou les besoins ménagers ou en limiter la consommation.

Dans l'intérêt général, la commune se réserve le droit d'autoriser le service à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que la commune ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences des dites modifications.

Article 22 : Cas du service de lutte contre l'incendie

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée.

Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Commune et Services de Protection contre l'incendie.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 23 : Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du 01/09/2022. Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 24: Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Municipal et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus.

Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Article 25 : Clause d'exécution

Le Maire et le Receveur de la commune, en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté le 28 juin 2022

le Maire ,

CONTRAT D'ABONNEMENT

REFERENCE ET OBJET DU CONTRAT

La commune de Montigny-Montfort assure en régie le service de l'eau et de l'assainissement collectif.

Le contrat d'abonnement entre en vigueur lors de la fourniture d'eau dans les conditions prévues aux règlements du service.

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée dans les conditions définies par le présent contrat pour la desserte de l'immeuble indiqué ci-dessous.

Numéro d'abonnement :

Type d'abonnement :

- ☐ distribution d'eau potable
☐ assainissement collectif

Nature de l'activité :

Adresse de l'immeuble desservie :

Compteur N°:

Diamètre:

Index de début :

Date souscription de l'abonnement :

RÉFÉRENCES DE L'ABONNE :

Références du propriétaire	Réf. de l'abonné payeur
Nom :	Nom :
Adresse :	Adresse :
Courriel :.....	Courriel :.....
Téléphone :	Téléphone :

OBLIGATIONS :

L'abonné déclare avoir pris connaissance :

- du (des) règlement(s) de service ci-joint, faisant partie intégrante du contrat d'abonnement et en accepter toutes les conditions, charges et obligations.

- des tarifs en vigueur au jour de la signature du présent contrat, sachant que ces tarifs sont révisés annuellement.
- de son droit de rétractation de **14 jours** à compter de la date de signature du présent contrat (la demande de rétractation doit être transmise sur papier ou support durable au service avant le début d'exécution du contrat).
- demande que lui soit accordé un abonnement pour l'utilisation de l'eau potable desservie par le réseau public dont il reconnaît la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de l'environnement.
- demande expressément l'exécution anticipée du service à partir de la date d'abonnement définie ci-dessus, soit avant l'expiration du délai **de 14 jours**. En cas de rétractation avant ce délai, s'engage à verser un montant correspondant au service fourni jusqu'à la date de sa décision, proportionnel aux tarifs en vigueur, conformément à la loi du 17 mars 2014.
- s'engage à se conformer aux règlements de service auxquels il s'abonne, dont un exemplaire lui a été remis, sans préjudice des voies du recours de droit commun. Lorsqu'un litige n'a pu être réglé au niveau local, il vous est possible de recourir à la médiation de l'eau :
<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F20762>
- accepte que la validation du contrat a valeur de "commande avec obligations de paiement" aux moyens de : TIP, chèque bancaire ou en espèces au SGC de Venarey les Laumes
- peut résilier son contrat d'abonnement en avertissant le service des eaux **10 jours** au moins avant la date souhaitée. A défaut, l'abonnement se prolongera de plein droit et les consommations jusqu'à la date de demande de résiliation seront à la charge de l'abonné.

Fait àle.....

àle.....

Lu et approuvé

Fait

Lu et approuvé